

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 10/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ESKA (ex GDE METALIFER)

3A route du Rohrschollen
67000 Strasbourg

Références : 0587/GC
Code AIOT : 0006700587

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement ESKA (ex GDE METALIFER), implanté 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée, d'une part, dans le cadre de l'action régionale de suivi des échéances suite à la mise en demeure du 11 mars 2022 et, d'autre part, dans le cadre de la vérification de mise en conformité à la directive IED et notamment quant à la surveillance des rejets dans l'air. Des signalements de rejets atmosphériques susceptibles d'être non conformes sont également portés à la connaissance de l'inspection de manière récurrente, y compris après le changement d'exploitant intervenu en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA (ex GDE METALIFER)
- 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de la rue du Rohrschollen étaient exploitées par la société GDE jusqu'en 2022. Elles ont, depuis, été reprises la société ESKA (groupe DERICHEBOURG).

Le site est agréé pour les opérations ayant trait aux VHU, y compris leur broyage.

L'établissement est réglementé par des prescriptions préfectorales du 29 mars 2021 (AP du 29/03/2021). Il a initialement été autorisé en 1996.

L'établissement relève de la directive IED : il est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), applicables à certaines installations de traitement de déchet.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en demeure du 11 mars 2022
- Meilleures techniques disponibles
- Rejets et retombées atmosphériques
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières - constitution	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 1.3.1	/	Sans objet
6	Surveillance des retombées de polluants persistants et de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.3.1	/	Sans objet
7	Transmission des résultats et commentaires	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, articles 9.5.1 et 9.5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Stockage de fines de broyage	AP de Mise en Demeure du 11/03/2022, articles 1 et 2	/	Sans objet
3	Traitement des émissions atmosphériques du broyeur	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.2	/	Sans objet
4	Boyeur – valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.2.2	/	Sans objet
5	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.2	/	Sans objet
8	Stockage des déchets de métaux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 8.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Points susceptibles de traduire des non-conformités :

Il est attendu que l'exploitant fournisse des commentaires plus explicites quant aux résultats particulièrement élevés des mesures de PCB indicateurs et PBDE.

De plus, lors d'un dépassement de VLE (ou de dérive de paramètre), notamment pour le dépassement des émissions de COVT apparaissant dans le rapport du 25 mars 2022, l'exploitant doit, d'une part, préciser la cause et, si elle n'est pas connue, indiquer les moyens engagés pour la déterminer et d'autre part, exposer les actions correctives mises en œuvre ou prévues où les démarches engagées pour les déterminer. Celles-ci sont exposées avec des engagements en termes de délais.

L'inspection reste en attente de la transmission des résultats et des commentaires de la surveillance des retombées atmosphériques.

Observations, questions :

La mise en demeure du 11 mars 2022 est levée.

La hauteur des dépôts au nord du site, près du broyeur, dépassait, au moment de la visite, la limite de 6 mètres. De plus, le recul de 6 m par rapport à la limite de propriété n'était pas respecté. Lors de la dernière visite, l'inspection avait constaté des faits similaires. A l'issue de celle du 2 février 2023, l'exploitant a transmis des photographies montrant un retour à la conformité sur ces deux points.

Il est attendu que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires afin que la distance par rapport au mur et la hauteur soient respectées **de manière pérenne**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de fines de broyage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2022, articles 1 et 2
Thèmes : Risques accidentels, Stockage de fines de broyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Article 1 ^{er} La société GDE METALIFER est mise en demeure, (...) de respecter, (...), les prescriptions reprises ci-après : <i>Article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 - Gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement</i> <i>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention ... des envols ...) (...)</i> <i>La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum de 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés, 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés. Délai de neuf mois.</i> Article 2 L'exploitant définit et met en œuvre, dans un délai de trois mois, les moyens techniques et organisationnels pour prévenir un incendie des fines de broyage stockées en excès et en limiter l'étendue comme les conséquences.
Constats : Les 3 600 tonnes de fines de broyages ont été évacuées progressivement entre avril et décembre 2022 vers des aciéries. L'exploitant a justifié des premiers et derniers enlèvements par la présentation des bons de sorties. L'exploitant a répondu à la mise en demeure sur ce point. Aucun justificatif enregistré relatif à la prévention d'incendie n'a pu être présenté par l'exploitant. Il a toutefois expliqué qu'une surveillance, par prise de température régulière, avait été mise en place.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières - constitution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 1.3.1
Thèmes : Risques chroniques, Garanties financières - constitution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant constitue des garanties financières à hauteur de : 143 816 (cent quarante-trois mille huit cent seize) euros, destinées à assurer, en cas de défaillance de sa part, la mise en sécurité du site des installations concernées, en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. L'exploitant produit au préfet l'attestation réglementaire de constitution (et de renouvellement, 3 mois avant l'échéance) des garanties, permettant au préfet d'y faire appel.
Constats : Lors du changement d'exploitant, le montant des garanties financières a été recalculé par ESKA. Ce nouveau montant était inférieur à 100 000 €. Toutefois, lors d'échanges avec l'exploitant, il a été indiqué que : <ul style="list-style-type: none">- soit les garanties financières doivent être constituées à hauteur de 143 816 €,- soit les quantités maximales autorisées de déchets doivent être revues à la baisse dans l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021. L'exploitant a transmis après la visite l'attestation de constitution des garanties financières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traitement des émissions atmosphériques du broyeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, annexe 3.2
Thèmes : Risques chroniques, MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Annexe 3.2 : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement mécanique Les dispositions de cette annexe s'appliquent en complément des dispositions des annexes 2 et 3.1. Les dispositions de cette annexe ne s'appliquent pas au traitement mécano-biologique. L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.
Constats : L'exploitant a décrit le fonctionnement du broyeur et du dispositif de collecte et de traitement de ses émissions. Celles-ci sont canalisées dès la sortie du broyeur. Les fumées sont d'abord traitées par méthode cyclonique. Elles suivent ensuite un traitement humide. Les boues générées sont collectées dans un bassin puis, après décantation, les résidus sont évacués vers le stockage de RBA. L'eau utilisée est réinjectée dans le système de traitement humide (circuit fermé). Les techniques mises en oeuvre, cyclone et lavage, sont répertoriées comme MTD.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Broyeur – valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.2.2
Thèmes : Risques chroniques, Broyeur – valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les conditions normalisées suivantes s'appliquent : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. Dans ces conditions, les valeurs limites d'émission à ne pas dépasser en sortie de la cheminée du broyeur sont les suivantes, suivant le paramètre : <ul style="list-style-type: none">• Poussières : 10 mg/m³ à compter du 17 août 2022, 40 mg/m³ jusqu'à cette date,• COVT : 110 mg/m³.
Constats : D'après les résultats des mesures, la concentration en poussières s'est élevée à un maximum de 4,47 mg/m ³ (rapport du 13 janvier 2022). Un dépassement de la valeur limite fixé pour les COVT a été mesuré à 140 mg/m ³ . Les deux autres mesures ont révélé des valeurs inférieures à 100 mg/m ³ . Toutefois, seuls trois résultats de mesures sont disponibles, la seconde campagne semestrielle de 2022 n'ayant pas été réalisée (cf : point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.2	
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet	
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques du broyeur sont contrôlées suivant les paramètres et fréquences du tableau ci-dessous :	
Paramètre	Fréquence
Poussières	Semestrielle
COVT	Semestrielle
Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V, Hg)	Annuelle
PCB qui ne sont pas de type dioxine (en masse)	Annuelle
PCB de type dioxine (valeur pondérée en « équivalent toxique »)	Annuelle
Retardateurs de flamme bromés	Annuelle
Dioxines et furannes (PCDDF)	Annuelle
<p>La première année de la surveillance, les COVT émis sont caractérisés par espèce chimique en portant une attention particulière aux substances cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction. Durant cette première année, la surveillance du paramètre COVT est trimestrielle.</p>	
Constats : En dehors d'une caractérisation des COVT en date du 24 septembre 2021 et des résultats provisoires de celle du 7 juillet 2021, les résultats de surveillance n'ont été transmis qu'à la demande de l'inspection, lors de la visite. La seconde campagne semestrielle de 2022 n'a pas été réalisée (cf : point de contrôle n°7). L'ensemble des paramètres a été mesuré. Dans le rapport du 13 janvier 2022, une concentration en PCB indicateurs (PCB qui ne sont pas de type dioxine) de 985 ng/Nm ³ a été mesurée et les PBDE (retardateurs de flamme bromés) ont atteint 578 ng/Nm ³ . Dans le rapport du 25 mars 2022, ces concentrations se sont élevées à 6 224 ng/Nm ³ pour les PCB indicateurs et 365 ng/Nm ³ pour les PBDE. Il est attendu, de la part de l'exploitant, des commentaires plus explicites que ceux communiqués indiquant qu'en l'absence de référentiel, aucune comparaison ne peut être effectuée. En effet, il convient de s'interroger sur l'origine de telles concentrations de polluants persistants.	
Type de suites proposées : Sans suites	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 6 : Surveillance des retombées de polluants persistants et de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.3.1
Thèmes : Risques chroniques, Surveillance air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance annuelle des retombées de polluants persistants et de poussières. Les points de prélèvements sont déterminés au travers d'une étude de dispersion. Ils encadrent le site. Un point témoin, hors influence du rejet de l'usine est déterminé. Les polluants persistants retenus pour cette surveillance sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• PCB qui ne sont pas de type dioxine (en masse),• PCB de type dioxine (« DL » valeur pondérée en « équivalent toxique »),• Retardateurs de flamme bromés,• dioxines et furannes.
Constats : Aucun résultat n'a pu être transmis à l'inspection. Aucune campagne de surveillance n'a été réalisée en 2021. L'inspection n'a été destinataire que d'un bon de commande de campagne de surveillance proposé par un organisme extérieur à GDE en mars 2022 et accepté par le nouvel exploitant le 6 mai 2022. Le bon de commande reprend tous les paramètres listés dans l'AP. Lors de la visite, l'exploitant indique qu'une campagne de prélèvements a été réalisée en fin d'année 2022 mais que le rapport du prestataire n'est pas encore disponible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Transmission des résultats et commentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, articles 9.5.1 et 9.5.2
Thèmes : Risques chroniques, Transmission des résultats et commentaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.5.1 - Transmission</p> <p>Les résultats de la surveillance des rejets, des milieux et des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées dès parution du rapport.</p> <p>Les résultats qui le peuvent sont saisis sur la base GIDAF.</p> <p>Article 9.5.2 - Commentaires</p> <p>Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le fait est explicitement signalé dans le commentaire, • la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués, • les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais. <p>Constats :</p> <p>Seules deux caractérisations de COVT (dont une provisoire) émis par le broyeur ont été transmises mais sans les commentaires associés.</p> <p>Les autres résultats et commentaires n'ont été communiqués qu'à la demande explicite de l'inspection.</p> <p>Un dépassement de VLE des COVT apparaît dans le rapport du 25 mars 2022.</p> <p>Les commentaires de l'exploitant n'apportent pas d'éléments concernant la cause de ce dépassement. L'exploitant ne précise pas les moyens engagés pour la déterminer et ne propose pas d'actions correctives ou de démarches à engager.</p> <p>Les rapports du 13 janvier 2022 et du 25 mars 2023 ont révélé de fortes concentrations en PCB indicateurs et PBDE. L'exploitant indique seulement qu'en l'absence de référentiel réglementaire, les résultats ne peuvent être commentés.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant apporte plus d'éléments concernant ces deux points.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage des déchets de métaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 8.2.1
Thèmes : Risques chroniques, Stockage des déchets de métaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La hauteur maximale des dépôts (incluant les dépôts de VHU) est limitée à 6 m. Un recul de 6 m par rapport aux limites de propriété est respectée. (...)
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que les dépôts au nord du site dépassent la hauteur de 6 m et s'étendent jusqu'au mur situé en limite de propriété. L'exploitant a indiqué que, sans repère, il n'est pas aisé de respecter ces mesures. La hauteur de ce mur, auquel sont accolés les déchets, a donc été mesurée lors de la visite. Le mur fait 5,80 m de haut. Il convient de préciser que la même non-conformité avait été constatée lors de la dernière visite (15 février 2022). Suite à la visite, l'exploitant a fait parvenir, à l'inspection, des photographies montrant que le stockage a été modifié afin de respecter les limites de hauteur et de recul par rapport au mur.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet